

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 20/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BOUYER LEROUX**

La Maison Neuve  
La Boissière du Doré  
44430 LA BOISSIERE DU DORE

Références : N1-2022-444-rapport

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement BOUYER LEROUX implanté La Maison Neuve La Boissière du Doré 44430 LA BOISSIERE DU DORE. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUYER LEROUX
- La Maison Neuve La Boissière du Doré 44430 LA BOISSIERE DU DORE
- Code AIOT dans GUN : 0006305199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de la Maison Neuve est une carrière d'argile dont l'activité est autorisée jusqu'au 21/07/2024. La production annuelle autorisée est de 60 000 tonnes par an.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance environnementale (eaux souterraines, bruit),

- remblaiement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'activité sur la carrière est très faible depuis plusieurs années car les caractéristiques de l'argile présente sur le site ne répondent plus aux spécifications nécessaires pour la production de l'usine de La Boissière du Doré.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plans d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 2-14	/	Sans objet
Limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 2-3	/	Sans objet
Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 6-9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cote d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 2-6	/	Sans objet
Aire de ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 6-4	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 9-7	/	Sans objet
Respect des valeurs de bruit	Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 9-2	/	Sans objet
Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant devra veiller au respect de la bande de protection de 20 m au nord du site, le long de la RD154. S'il s'avérait que le décapage réalisé sur la parcelle située au nord ouest empiète sur cette bande de protection, les matériaux de découverte devraient être remis en place sur cette bande.

Par ailleurs, avant tout nouvel apport de déchets inertes pour le remblaiement du site, l'exploitant devra mettre en place et transmettre à l'inspection des installations classées une procédure d'acceptation préalable.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Plans d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 2-14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des plans à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000ème, orientés. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière. Ces plans comprennent un maillage selon le système Lambert et doivent indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m,</li><li>- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,</li><li>- la position des poteaux électriques situés dans la carrière,</li><li>- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection,</li><li>- les bords de la fouille,</li><li>- l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires),</li><li>- les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>- la position des dispositifs de clôture,</li><li>- les zones décapées,</li><li>- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,</li><li>- les zones où l'exploitation est définitivement arrêtée,</li><li>- les zones remblayées,</li><li>- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée,</li><li>- les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li><li>- les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes qui mènent à la carrière et au fond de fouille,</li><li>- les zones à exploiter pendant l'année à venir (prévisions).</li></ul> <p>Ces plans doivent être mis à jour au moins une fois par an et au moment de la notification de cessation d'activité. Un exemplaire doit être transmis à l'inspection des installations classées avec la déclaration de production prévue à l'article 2-16. Différents plans peuvent être établis. Ces plans ont alors la même échelle. Les plans sont établis par un géomètre expert avant le passage à une nouvelle phase d'exploitation et au moment de la notification de cessation d'activité</p>
<p><b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une version informatique du plan topographique du 10/06/2021. <b>Les éléments suivants ne figurent pas sur le plan :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>la position des poteaux électriques situés dans la carrière,</b></li><li>- <b>les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,</b></li><li>- <b>le puits situé proximité.</b></li></ul> <p><b>La limite de sécurité périmétrique est représentée à 10 m sur l'ensemble du périmètre alors qu'elle est de 20 m le long de la RD154.</b></p> <p><b>Les clôtures et les fossés limitrophes de la carrière sont représentés mais il manque une légende afin de les identifier.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Le plan pourrait utilement représenter l'aire étanche, le séparateur à hydrocarbures et le point de rejet des eaux.</p> <p><b>Une version imprimée du plan d'exploitation doit être transmise à l'inspection des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Limites d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 2-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation – limites d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques et des poteaux électriques situés dans la carrière. Cette zone de dix mètres ne doit pas être exploitée. Dans le secteur nord du site (le long de la R.D. 154), la zone inexploitée en limite de périmètre doit être portée à 20 mètres. Une distance de sécurité de trois mètres au minimum doit être respectée entre les conducteurs des lignes électriques et les personnes, les engins ou les véhicules qui évoluent sur le chantier. Une "entrave" du levage de la pelle doit être mise en place sur celle-ci à l'approche de la ligne. L'exploitant prend les dispositions utiles pour que la circulation des camions de remblaiement sous la ligne électrique s'effectue sans dangers. Un gabarit limite la hauteur avant chaque point de passage d'une piste sous la ligne électrique.
<b>Constats :</b> L'examen du plan topographique numérique montre que la bande de protection de 10 mètres est respectée. Cependant, cette bande de protection est portée à 20 m au nord, le long de la RD154 et <b>il semble que la zone décapée empiète de 1 à 2 mètres sur cette bande de 20 m.</b> La ligne électrique se situe au niveau de la zone non encore exploitée. Aucun aménagement n'y a donc été réalisé.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant doit vérifier si la bande des 20 m est bien inexploitée. La transmission du plan devra faire partie de la justification apportée. S'il était avéré que la bande de protection de 20 m n'était pas respectée sur la zone décapée, l'exploitant devrait remettre en place des matériaux de découverte afin de reconstituer cette bande de protection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Cote d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 2-6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation – cote d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation comprend un seul front dont la hauteur maximale ne doit pas dépasser cinq mètres. La cote moyenne initiale du terrain naturel est de + 101 m N.G.F. La cote minimale d'exploitation est fixée à + 95 m N.G.F.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que le site présente 3 zones : zone non exploitée – zone décapée – zone remblayée et remise en culture Lors de la visite, il n'y avait pas de front en cours d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Aire de ravitaillement des engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 6-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ravitaillements et les entretiens des engins doivent être réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau relié à un point bas étanche qui permet la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> L'aire étanche, située en contrebas, était recouverte d'eau le jour de la visite (journée pluvieuse ainsi que les jours précédents). La plaque du regard du séparateur à hydrocarbures a été vue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 6-9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux souterraines sont prélevées au moins une fois par an dans le puits recensé à proximité de la carrière (ferme de la Maison Neuve). Les valeurs suivantes sont analysées : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH</li><li>- température</li><li>- hydrocarbures</li><li>- conductivité</li><li>- chlorures</li><li>- sulfates</li><li>- nitrates</li><li>- ammonium.</li></ul> Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement par le suivi du puits.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les rapports de Bureau Véritas suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport d'essais - Prélèvements d'eaux souterraines - Année 2021 - période basses eaux – intervention du 25/08/2021,</li><li>- Rapport d'essais - Prélèvements d'eaux souterraines - Année 2020 – période hautes eaux - Intervention du 18/12/2020,</li><li>- Rapport d'essais - Prélèvements d'eaux souterraines Du puits - Intervention du 20/08/2019,</li><li>- Rapport d'essais - Prélèvements d'eaux souterraines - Intervention du 24/04/2019,</li><li>- Rapport d'essai - Prélèvements d'eaux souterraines - Date d'intervention : 16/11/2017,</li><li>- Rapport d'essai - Prélèvements d'eaux souterraines - Date d'intervention : 17/05/2017.</li></ul> Le niveau piézométrique du puits a été contrôlé deux fois par an en 2017 et 2019, une fois par an en 2020 et 2021 et aucune fois en 2018. La qualité des eaux souterraines a été contrôlée une fois par an en 2017, 2019, 2020 et 2021. <b>La fréquence des contrôles n'est pas respectée.</b>
<b>Observations :</b> Un suivi graphique du niveau piézométrique permettrait de visualiser les évolutions.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 9-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores (diurnes et nocturnes) et des valeurs d'émergence doit être effectué au moins une fois par an, avec au moins une mesure pendant les périodes de remblaiement par des déchets inertes, par un organisme compétent et indépendant. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Les mesures des niveaux sonores doivent établir l'émergence induite par l'activité au minimum aux points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- hameau de la Maison Neuve et ferme de la Maison Neuve, à 25 m au sud du site,</li><li>- habitat au nord du site,</li><li>- hameau des Tuileries, à 30 m à l'est,</li><li>- limite de la carrière, en sortie près de la R.D. 154.</li></ul>
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les rapports suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport d'essai mesure des niveaux sonores dans l'environnement – campagne 2014 – Technilab,</li><li>- Rapport de mesures des niveaux d'émissions sonores – 17/06/2015 - Fe2.</li></ul> Les dernières mesures de bruit ont été réalisées le 02/07/2014 et le 17/06/2015.  L'exploitant n'a pas réalisé de mesure depuis 2015 compte-tenu de l'absence d'activité sur le site (extraction une demi-journée en 2020, pas de remblaiement depuis 2015).
<b>Observations :</b> Un contrôle devra être réalisé dès la reprise d'activité sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2009, article 9-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores émises par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivante : Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 20 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés 6 dB(A) 5 dB(A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété des installations ne doit pas dépasser, lorsqu'elles sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
<b>Constats :</b> Les rapports des mesures de bruit réalisées en 2014 et 2015 concluent à un respect des valeurs d'émergence et en limite de site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'une procédure d'acceptation préalable permettant de disposer des informations nécessaires pour s'assurer que les apports de déchets peuvent être acceptés pour le remblaiement du site. Cependant, l'exploitant n'accepte pas de déchets inertes depuis 2015.
<b>Observations :</b> <b>Préalablement aux prochains apports de déchets inertes sur le site, l'exploitant devra transmettre la procédure d'acceptation préalable à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



